



www.findunucleaire.be
info@findunucleaire.be

Le lobby nucléaire exploite la peur des gens

<http://www.lalibre.be/debats/opinions/...>, le 20 décembre 2017

Une opinion d'une vingtaine de citoyens émanant de divers secteurs (culture, justice, enseignement, médecine, informatique,...)

Le report à 2018 de la sortie du nucléaire laisse tout le temps aux adversaires de celle-ci pour manipuler l'opinion publique. Un inquiétant mélange des genres sème actuellement le trouble dans l'esprit du public. Ces dernières semaines, la sortie du nucléaire n'a cessé d'occuper la scène médiatique, et l'on ne peut que s'en réjouir : 14 ans après qu'une loi a fixé son échéance à 2015, et deux ans donc après une sortie ratée, il était plus que temps ! Après le torpillage du pacte énergétique par la N-VA, nous n'en sommes une fois de plus nulle part. Son report à 2018 réduit de facto le temps restant pour mettre en place la transition énergétique indispensable dans l'objectif de tourner la page du nucléaire en 2025. Mais il y a pire : cet ajournement offre un délai supplémentaire aux adversaires de la sortie du nucléaire pour manipuler l'opinion publique, à qui l'on a déjà confisqué ce débat, sous couvert de lui avoir offert l'occasion de s'exprimer dans une pseudo-consultation populaire. Bien que plusieurs organes de presse aient dénoncé ce vaudeville atomique, il nous paraît regrettable que personne ne mette en évidence la façon dont le lobby nucléaire fausse actuellement le débat. On assiste même en ce moment à un inquiétant mélange des genres qui ne peut que semer le trouble dans l'esprit des citoyens. En voici trois exemples parmi tant d'autres.

1. La manière de poser les questions

Le week-end dernier, sur le site de « La Libre », le sondage adressait aux internautes la question suivante : « *Craignez-vous que votre facture d'électricité gonfle lors de la fin du nucléaire en Belgique ?* » Peut-on espérer que ce sondage se poursuive par cette autre question, aussi importante : « *Craignez-vous que les déchets du nucléaire en Belgique pourrissent le porte-monnaie de vos enfants, puis de vos petits-enfants, et ainsi de suite ?* » Les questions, et la façon dont elles sont posées, ne sont jamais neutres.

2. Du contenu publi-rédactionnel confus

La rédaction du « Soir » diffuse du contenu publi-rédactionnel mis en page sur le web de façon à entretenir une certaine confusion avec le contenu du journal, se contentant de mentionner en tout petit, en bas de page, que « *Le présent contenu est édité sous sa responsabilité par le Forum nucléaire et n'engage en aucune façon la rédaction du journal* ».

3. De la publicité radio sur le service public

Que penser du spot publicitaire « *Je dis oui au nucléaire* » diffusé ces derniers jours par les « Amis de l'Institut Bordet » sur les ondes radio de la RTBF ? Bien sûr, il faut soutenir la lutte contre le cancer. Mais ce message promotionnel induit le public en erreur. C'est de la manipulation de laisser penser aux citoyens que la fin de la production d'électricité dans les centrales nucléaires mettrait en péril la continuité des progrès et soins médicaux dans le domaine de la radiothérapie et de la médecine nucléaire.

Ces activités existaient bien avant les premiers réacteurs nucléaires et pourront continuer bien après la fermeture des derniers. La RTBF se contentera-t-elle d'engranger l'argent que génère cette publicité, ou ses rédactions s'inquiéteront-elles enfin d'éventuels liens entre les « *Amis de l'Institut Bordet* » et le lobby du nucléaire ? Est-il anodin que le vice-président du conseil d'administration de cette association soit Pierre Klees, l'un des pères du nucléaire civil belge ?

Ce type d'éclaircissement contribuerait à une transparence essentielle dans un débat où, jusqu'à présent, les peurs des citoyens sont honteusement exploitées. Ceux qui agitent cette crainte que la sortie du nucléaire mette en péril la lutte contre le cancer, ou occasionne des retombées économiques négatives, tentent de masquer par cet écran de fumée d'autres craintes légitimes : celles des conséquences insurmontables d'une catastrophe nucléaire dont personne ne peut garantir qu'elle n'arrivera pas, si l'on prolonge outre mesure nos centrales déjà obsolètes.

Résoudre de façon durable et juste le défi qui se dresse inéluctablement devant nous nécessite de mettre fin à cette opacité. La question de la sortie du nucléaire ne peut être confisquée aux citoyens sous prétexte qu'ils ne sont pas experts du nucléaire. Puisque du temps s'offre à nous pour y réfléchir, il faut le saisir pour réintroduire dans le débat les critères scientifiques et éthiques que les arguments financiers ont balayé. Notre avenir et celui des générations futures méritent mieux qu'un pari aveugle.

Les signataires : Delphine Noels (réalisatrice), Jean-Marie Dermagne (avocat), Bouli Lanners (acteur-scénariste-réalisateur), Isabelle Masson (journaliste et réalisatrice), Dom Moreau (professeure), Denis Lapière (scénariste), Jean-Claude Encalado (philosophe, psychanalyste), Kristien Pottie (comédienne, réalisatrice), Eric Englebert (ingénieur civil), Marie Warnant (auteur-compositeur-interprète), Karim Hassan (consultant en informatique), Nicolas Sacré (directeur de postproduction cinéma), Patrick Loodts (médecin du travail), Bernadette Michel (médecin généraliste), Alain de Halleux (cinéaste), Pierre-Yves Wauthier (étudiant), membres du *Réveil Anti-Nucléaire - RAN*, ainsi que Bernard Hennebert (journaliste, animateur culturel) et Francis Leboutte (ingénieur civil, *ASBL Fin du nucléaire*).

Titre, introduction et intertitres sont de la rédaction de La Libre.

Titre original : « Nucléaire : les citoyens belges sont-ils trop bêtes pour avoir voix au chapitre ? »